



FICHE 2 - Sanction des conditions de fonds

1. Les sûretés personnelles

Sanction des conditions de fonds (vices du consentement et absence de cause) p18 (nullité)

- **Erreur sur la substance de la prestation de la caution**

En général, impossible de se tromper sur l'obligation de payer une somme d'argent.



Question :

L'erreur de la caution sur la solvabilité du débiteur principal ?

→ En principe, la solvabilité du DP n'est qu'un motif de l'engagement : erreur sur le motif = nullité que pour les libéralité ou ériger en élément déterminant du consentement.

Avant réforme 2016 :

La caution pouvait faire de la solvabilité de la caution une condition tacite (déterminante).

Après réforme 2016 :

Demande que les motifs entrent expressément dans le champs contractuel.

En principe, le cautionnement n'est pas une libéralité.

JP : quelques exceptions à la marge

- **Erreur sur la personne**

En principe NON, car le cautionnement est entre la caution et le créancier,

+ absence de caractère intuitu personae,

= pas de nullité.

- **Erreur sur les qualités du dp**

Pareil, en principe indifférent car hors de la relation créancier caution

- **Le dol**

En principe, le dol provoqué par le DP n'est pas une cause de nullité du cautionnement.

Le dol provoqué par un tiers est indifférent, à moins d'être de connivence.



NB : sur le cas de réticence dolosive (p22).

La JP distingue entre caution profane et avertie :

- caution avertie est supposée connaître la situation du débiteur : = pas possible de reprocher au créancier d'avoir gardé le silence sur la situation économique du débiteur
- caution profane peut invoquer la réticence dolosive du créancier

- **La cause**

La cause objective de l'engagement est l'obtention d'un avantage au DP par le créancier donc pas de nullité pour absence de cause en général.

Ex : le créancier n'avait consenti aucun avantage au débiteur principal doc 3 et 4.

doc 3 : com 17 mai 2017 (pas dans le code) nullité du cautionnement accordé à un DP déjà en redressement judiciaire = nullité car cautionnement rien donné en échange par le créancier.

Doc 4 : com 25 octobre 2017 (pas dans le code) engagement de 5 ans par la caution, et 3 mois pour le créancier = pas nulle, il y a bien une cause mais si pas égales.



Question : Depuis la réforme de 2016, la cause a été remplacée par une contrepartie qui doit exister. Cependant, elle n'est exigée que pour les contrats onéreux.



Question : le cautionnement est-il un acte gratuit ?

→ Si rémunéré = onéreux sûr

→ intéressé / pas rémunéré = ?? jurisprudence en suspens

Voir p18 sur l'exception de nullité : imprescriptible en principe mais le redevient quand il y a un commencement d'exécution.

Dans ce cas, plus possible de demander la nullité du cautionnement que si dans le délai pour agir.

JP : com 31 janvier 2017 : le fait pour créancier d'exécuter ses obligations légales à l'égard de la caution ne constitue pas un commencement d'exécution rendant prescriptible l'exception de nullité = car c'est une obligation légale.

Commencement d'exécution du contrat de caution.

**Rendez-vous sur la Flashcard correspondante
pour tester vos connaissances !**

